

LA DÉFENSE NATIONALE

LA MACAZA—TRAITEMENT BRUTAL QUE LA POLICE DE L'ARC AURAIT FAIT SUBIR AUX MANIFESTANTS POUR LA PAIX

A l'appel de l'ordre du jour.

M. William Dean Howe (Hamilton-Sud): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser de nouveau une question au ministre associé de la Défense nationale. Le ministre est-il en mesure de répondre à ma question d'hier au sujet du comportement de la police de l'ARC à la Macaza?

L'hon. Lucien Cardin (ministre associé de la Défense nationale): Oui, monsieur l'Orateur, et je remercie le député de m'avoir envoyé la coupure de journal dont s'inspire apparemment sa question.

J'ai eu l'occasion d'enquêter sur les allégations que renferme cet article et je puis dire au député qu'elles sont fausses. Les manifestants ont essayé de bloquer l'entrée principale de la station de l'ARC à la Macaza et, afin de permettre aux véhicules d'y entrer, certains des manifestants, ayant tenté de les en empêcher, ont été déplacés par des membres du personnel de l'ARC au bord de la route avec le moins de violence possible. Je crois savoir que le personnel de l'ARC a fait preuve d'une patience et d'une discipline remarquable en accomplissant son devoir. En l'occurrence, je n'estime pas que des excuses soient nécessaires.

DEMANDE DE DÉCLARATION SUR LA RÉORGANISATION DE LA MILICE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Gordon Churchill (Winnipeg-Sud-Centre): Je voudrais demander au ministre associé de la Défense nationale s'il est prêt à faire une déclaration à la Chambre au sujet de la réorganisation proposée de la milice canadienne? Le ministre fera-t-il connaître à la Chambre quelles unités de la milice canadienne doivent être supprimées?

L'hon. Lucien Cardin (ministre associé de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, les déclarations à la Chambre et au comité indiquent clairement que le ministère étudie actuellement la réorganisation de la milice et qu'au début d'octobre, on fera une déclaration complète sur cette question.

L'hon. M. Churchill: Monsieur l'Orateur, à titre de question complémentaire, pourrais-je demander au ministre associé de la Défense nationale de dire à la Chambre si les Rifles de Winnipeg seront maintenus dans la milice ou s'ils seront au nombre des bataillons licenciés?

L'hon. M. Cardin: Monsieur l'Orateur, je ne crois pas devoir mentionner les unités de la milice qui seront maintenues et celles qui seront licenciées. A mon avis, il est préférable d'attendre jusqu'à ce que je puisse faire une déclaration complète sur cette affaire en octobre.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

INDE—EXPÉDITION ACCÉLÉRÉE DE DENRÉES ALIMENTAIRES EN PROVENANCE DU CANADA

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. A. Olson (Medicine-Hat): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre du Commerce. Hier, le département de l'Agriculture des États-Unis a annoncé qu'il enverra une équipe de techniciens en Inde pour aider à activer ce qu'il appelle son programme «Aliments pour la paix», en vue d'en arriver à des livraisons de 600,000 tonnes par mois à ce pays. Comme le ministre a annoncé à plusieurs occasions l'intention du Canada de porter son aide étrangère à environ 40 millions de dollars par année, est-il prêt à faire bientôt une annonce, étant donné qu'il faut évidemment accroître d'urgence les envois d'aliments à cette partie du monde?

L'hon. Mitchell Sharp (ministre du Commerce): Monsieur l'Orateur, le gouvernement a déjà annoncé une augmentation considérable des envois d'aliments sous le régime de notre programme d'aide. Je crois que cette annonce a été faite soit par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures ou par moi-même, ou encore par nous deux. Nous avons communiqué avec les autorités de l'Inde et nous avons précisé que si, par exemple, d'autres envois de céréales du Canada étaient utiles dans cette situation d'urgence, nous les ferions volontiers.

M. T. C. Douglas (Burnaby-Coquitlam): Comme question supplémentaire, si nous aidons l'Inde, est-ce que ce sera en plus de nos engagements en vertu du plan de Colombo?

L'hon. M. Sharp: Oui, monsieur l'Orateur. Les expéditions en vertu du plan de Colombo sont déjà en cours. Ce dont nous parlons, ce sont d'autres envois que le gouvernement de l'Inde pourrait nous demander. Je n'ai pas voulu dire dans mes observations précédentes que l'Inde demanderait nécessairement cette aide supplémentaire. Jusqu'ici, le gouvernement de l'Inde n'a présenté aucune demande, mais nous sommes en contact avec lui, et si nous pouvons nous rendre utiles, nous prendrons les mesures qui s'imposent.